

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU DIOIS

**ARRETE n° 20/2021
PORTANT MISE A JOUR DE LA CARTE COMMUNALE
DE LA COMMUNE DE BOULC**

Le Président de la Communauté des Communes du Diois,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-9 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L161-1 et suivants, L163-10, R161-1 et suivants et R163-8 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L211-1 et suivants, R211-1 et suivants ;
Vu la carte communale de la commune de Boulc approuvée par délibération du Conseil Municipal du 18 novembre 2009 et par arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 ;
Vu la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la carte communale de la commune de Boulc concernant l'application du droit de préemption urbain, conformément à l'article R163-8 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

La carte communale de la commune de Boulc est mise à jour à la date du présent arrêté par ajout de la pièce suivante aux annexes : Droit de préemption urbain (DPU) : ajout de la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune avec cartographie du périmètre associé. Le droit de préemption urbain est instauré sur les parcelles cadastrées C441 – C541 / 053B455.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public à la Mairie, dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois et en Préfecture.

Article 3 :

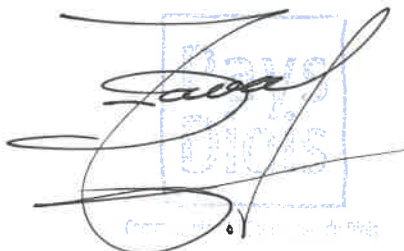
Le présent arrêté sera affiché en Mairie et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à DIE, le 18/02/2021

Pour le Président,
le Vice-Président, Olivier TOURRENG

A handwritten signature in black ink is written over a blue rectangular official stamp. The stamp contains the text "DIE" in large letters, "0105" below it, and "Commune de Die" at the bottom. The signature is fluid and cursive, crossing the stamp.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Reçu en Préfecture le
Affiché le



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille vingt**, le treize février à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubieu-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 05/02/2020

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 49</p>	<p>ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; FAUCHIER (BEAUMONT EN DIOIS) ; RUSSUER (BEAURIERES) ; VILLET (CHARENS) ; FONTAINE (JONCHERES) ; CHEVROT (LA BATIE DES FONTS) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; EGLAINE (LUC EN DIOIS) ; GUILHOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; CHAUDET (POYOLS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL).</p> <p>ANCIEN Canton de Die : MM. CARRAU (BARSAC) ; BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET, GUENO, GUILLAUME, LEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, ORAND, TREMOLET, VIRAT (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR EN DIOIS) ; ROLLAND, (PONET ST AUBAN) ; LACOUTIERE (ROMEYER) ; ALLEMAND, MOLLARD (SOLAURE-EN-DIOIS) ; BAYART (ST ANDEOL EN QUINT) ; MONGE, COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT) ; GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT).</p> <p>ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE) ; ANGIBAUD (ESTABLET) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (ST NAZAIRE LE DESERT).</p> <p>ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : MM. TOURENG (BOULC) ; PUECH, VANONI ? ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON, BONNIOT (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON).</p> <p>POUVOIRS :</p> <p>EXCUSES : MM. ICHE, BUIS, CHARMET, DE WITASSE-THEZY.</p> <p>EGALEMENT PRESENTS : MM. ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	---

C200213-05

Objet : Planification : Droit de Prémption Urbain

Le Président (Alain Matheron) expose :

Vu la loi ALUR N° 2014-366 du 24 mars 2014 qui modifie certains éléments de compétences exercés par les EPCI en matière d'urbanisme

Vu les délibérations des communes ayant instituée le DPU avant le transfert de la compétence planification

Vu l'article L 211 – 2 alinéa 2 du code de l'urbanisme qui dispose que l'EPCI compétent en matière d'élaboration des documents d'urbanisme est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain

Considérant que les collectivités peuvent exercer le DPU dans le cadre de l'exercice de leurs compétences générales ou statutaires

Considérant que certaines communes disposant d'un PLU n'avait pas institué le DPU sur les zones U et AU

Vu l'article L 213-3 qui permet au titulaire du DPU de déléguer son droit

Vu l'article L 300 – 1 du code de l'urbanisme

Vu l'Article 321 – 1 du code de l'urbanisme et le Décret constitutif de l'Etablissement public foncier « EPORA » N°98 923 du 14 octobre 1998 modifié

Vu la délibération du 26 septembre 2019 approuvant la convention avec EPORA et déterminant le périmètre de travail.

Considérant que cette convention vise à conduire des action et opérations qui ont pour but d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques en remobilisant le foncier non utilisé, en intervenant le cas échéant également sur les locaux existants pour permettre la densification du secteur et son réaménagement dans une logique d'urbanisme circulaire permettant de proposer une nouvelle offre foncière à vocation économique et la requalification de l'espace public.

Vu l'article L 213 – 2 du code de l'urbanisme et suivants portant gestion des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) et exercice du DPU

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legal.fr.com

93_DE-026-2426 00534-20200226-C200213_05_fr

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANT
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARNIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Vu l'article L 5211-9 du CGCT et notamment son alinéa 8 qui prévoit que le Président de l'EPCI peut, par délégation de son organe délibérant (conseil communautaire), être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, le droit de préemption en application du code de l'urbanisme. Il peut déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixent l'organe délibérant de l'établissement.

Considérant l'intérêt que représente l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain afin de pouvoir accompagner les projets de maîtrise foncière supports des actions ou projets d'intérêt général.

Considérant les délais qui s'attachent à l'instruction des DIA, qui courent sur 2 mois à compter de la réception de la demande, le conseil a vocation à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain au Président de l'EPCI et peut permettre à celui-ci de déléguer à son tour aux communes pouvant l'exercer dans le cadre de leur attribution mais aussi à EPORA sur le périmètre de la convention d'intervention intervenue.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur toutes les communes disposant d'un PLU approuvé à savoir CHAMALOC, DIE, LA MOTTE CHALANCON, LUS LA CROIX HAUTE, MARIGNAC, ROMÉYER, ST NAZAIRE LE DESERT, pour les zones U et AU des PLU de ces communes.**
- **décide de maintenir le Droit de Préemption Urbain prévu dans les cartes communales approuvées des communes de BARNAVE, BOULC, Ste CROIX et SOLAURE EN DIOIS (anciennement Aix en Diois).**
- **dit que le document d'urbanisme permettant d'apprécier la localisation des zonages couverts par le DPU sont disponibles sur le géoportail de l'urbanisme conformément à la législation en vigueur.**
- **rappelle que les communes demeurent guichet d'enregistrement des D.I.A et doivent transmettre ces dernières dès réception en commune au Président de la CC Diois.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU aux communes par voie d'arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les zones A et AU des PLU et les zones prévues dans les cartes communales, en vue de permettre aux communes la réalisation d'actions ou d'opérations d'intérêt communal et relevant de la compétence communale sans limite de durée.**
- **demande aux communes de transmettre la Déclaration d'Intention d'Aliéner accompagnée de l'avis du Maire sur l'opportunité pour la commune de procéder ou non à la préemption lorsqu'il s'agit des biens en lien avec les compétences et projets communaux.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU à EPORA par arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur la zone d'activités de Cocause sise sur la commune de Die pour le périmètre annexé à la présente et sur la période de validité de 4 ans.**
- **décide de déléguer au Président de la Communauté des Communes l'exercice du DPU dans les zones U et AU des PLU pour des actions ou opérations relevant des compétences statutaires de la Communauté des Communes du Diois.**
- **autorise le Président compte tenu des délais qui s'attachent à l'instruction des D.I.A., lesquels courent sur deux mois à compter de la réception de la demande en Mairie, à déléguer par arrêté cette fonction à un Vice-Président.**
- **dit que la notification de la présente délibération sera notifiée aux personnes mentionnées au R 211-3 du code de l'urbanisme à savoir :**

- Directeur Départemental des finances publiques
- A la chambre départementale des Notaires
- Au barreau du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Aux communes citées

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT-EN-DIOIS
BEAURIÈRES
BELLEGARDE-EN-DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENTIS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHÈRES
LA BÂTIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES-EN-DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCOIN
MONTLAUR-EN-DIOIS
MONTMAUR-EN-DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADÈLLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHÉFOURCHAT
ROMÉYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDÉOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN TH QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHERU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVAL
VALDROME
VOLVENT

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legalite.com



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

- dit que conformément aux articles R 211-2 du code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les Mairies des Communes concernées par le DPU et au siège de la Communauté des Communes du Diois pendant une durée de 1 mois et que mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le Département de la Drôme.
- dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert à la Communauté des Communes du Diois et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.
- charge le Président de l'exécution de la présente délibération.

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

Communauté des Communes du Diois

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATELON EN DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC EN DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MEIGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONTET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE EN DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER EN DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST HAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

Publié le : 26 FEV. 2020

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legaite.com

Valence, le 16 FEV. 2010

COMMUNE DE BOULC
CARTE COMMUNALE

APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : **délibération du conseil municipal du 18 novembre 2009**

Date de transmission au Préfet : **20 novembre 2009**

Date de l'arrêté préfectoral pour accord : **30 décembre 2009**

Mesures de publicité :

- . Affichage en mairie : **4 janvier 2010**
- . Insertion dans la presse : **29 janvier 2010**

Contrôle de légalité

- . Date de la lettre au maire :
- . Observations : NON

**Date à laquelle la délibération devient
exécutoire**

29 janvier 2010

P/le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Planification, par intérim

 L. BOF

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

ARRETE N° 09-6011
portant sur l'approbation de la carte communale
de BOULC

LE PREFET DE LA DROME,

Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 124-1 à L 124-4 et R 124-1 à R 124-8 concernant les cartes communales,
VU la délibération de la commune de Boulc décidant l'élaboration de la carte communale le 9 juin 2006,
VU l'arrêté municipal du 18 mai 2009 mettant à l'enquête publique la carte communale,
VU le rapport du commissaire enquêteur,
VU le dossier technique,
VU la délibération du conseil municipal de Boulc approuvant la carte communale en date du 18 novembre 2009,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

ARRETE :

Article 1er : la carte communale de la commune de BOULC créée par délibération du conseil municipal en date du 18 NOVEMBRE 2009 est approuvée et fait l'objet d'un avis favorable de l'Etat.

Article 2 : le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de l'affichage du présent arrêté et de la délibération d'approbation du conseil municipal de Boulc seront insérés dans un journal diffusé dans le département.

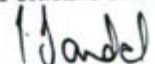
Article 3 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivant sa notification.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Maire de Boulc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Valence, le **30 DEC. 2009**

Le PREFET,

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale



Mario-Paule BARDECHE

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du 18 novembre 2009

Nombre des membres présents		
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	08

Objet de la délibération

**Approbation Carte
Communale**

Pour	Contre	Abstention
08	00	00

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-
Préfecture le

Et publication le

l'an deux mille neuf le dix huit novembre à 19 heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Olivier Tourreng, maire,

Membres Présents : Mmes Etasse Véronica, Delphine Lamberti, Mrs Hervé Suchet, Noël Riosset, Chaix Michel, Caillat Régine, Jean-Jacques Veillet, Bertrand Mahé

Membres absents : Caille Patrick, Chaix Michel et Martine Blache

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les dispositions de l'article L 124-1 du code de l'urbanisme qui permet d'obtenir la suspension de l'application de l'article L 111- 1-2 dans les communes non dotées d'un Plan Local d'Urbanisme.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 124-7 et R. 124-8

Vu l'arrêté municipal en date du 18 mai 2009 mettant le projet de carte communale à l'enquête publique ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 8 juin au 9 juillet 2009 l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur;

Après en avoir délibéré,

- Approuve la carte communale annexée à la présente délibération, qui constituera le guide d'application des règles générales d'urbanisme, tel que prévu à l'article L 124-1 du code de l'urbanisme,
- Sollicite M. le Préfet pour l'approbation de la carte communale,



- Dit que ce document sera adressé à M. le Préfet de la Drôme afin de recueillir son accord, sous forme d'arrêté préfectoral,
- Dit que le dossier de carte communale, dès son approbation par M. le Préfet, sera tenu à la disposition du public, conformément à l'article R. 124-8 § 4 à :
 La mairie de BOULC
 La préfecture (ou sous-préfecture de DIE) de la Drôme
- dit que les dispositions de la carte communale seront applicables à compter de la publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs de la préfecture, de l'affichage en mairie de la délibération et de l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale, de l'insertion d'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- La présente délibération, accompagnée, de 3 exemplaires du dossier de la carte communale, qui lui sont annexés, sera transmise, pour approbation, à Monsieur le Préfet.
- décide, conformément à l'article L 421-2-1 du code de l'urbanisme de laisser à l'Etat la compétence des actes en matière d'occupation des sols.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le maire,
O.TOURENG